



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE REGIONAL DE PROGRAMMATION INTERFONDS 2014-2020

REFERENCE

- RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N° 240/2014 DE LA COMMISSION du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens
- RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N° 480/2014 DE LA COMMISSION du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- REGLEMENT (UE) N° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les Affaires maritimes et la Pêche
- PO FEDER / FSE 2014-2020
- DELIBERATION n°14-26 de l'Assemblée plénière du Conseil régional du 21 février 2014 approuvant la Délégation d'attribution au Président du Conseil régional quant à l'attribution des subventions européennes et la mise en œuvre des fonds européens
- DELIBERATION n° 14-1312 de l'Assemblée plénière du Conseil régional du 12 décembre 2014 approuvant la composition du Comité Régional de Programmation.
- DELIBERATION n°15-44 de l'Assemblée plénière du Conseil régional du 20 février 2015 modifiant la composition du Comité Régional de Programmation.
- DELIBERATION n°16-24 de l'Assemblée plénière du Conseil régional du 29 janvier 2016 modifiant la composition du Comité Régional de Programmation.

PREAMBULE

Le comité régional de programmation interfonds est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région. Sa composition est fixée par les autorités de gestion conformément à son cadre institutionnel, juridique et financier.

Article 1^{er} : Objet du présent règlement

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de fonctionnement du comité régional de programmation interfonds des programmes européens de la période 2014-2020.

Article 2 : Composition

Le comité régional de programmation interfonds est coprésidé par le Président du Conseil régional et par le Préfet de région.

La liste de ses membres figure en annexe au présent document. Sa composition est établie conformément aux dispositions de l'article 5-1 du règlement (UE) n° 1303/2013. La délibération du Conseil Régional du 12 décembre 2014 et ses modifications fixe la composition du Comité Régional de programmation (cf. annexe).

La liste des membres du comité régional de programmation est rendue publique sur le site des autorités de gestion <http://europe.regionpaca.fr/> (cf. annexe) et paca.directe.gouv.fr.

Article 3 : Rôle et missions

Le comité régional de programmation assure le suivi commun de la programmation du FEDER du FSE du FEADER et du FEAMP sur le territoire régional sous la responsabilité des autorités de gestion dans un souci de transparence, de partenariat et de coordination entre les fonds.

Le comité régional de programmation est chargé d'émettre des avis sur les dossiers présentés à la programmation, à la reprogrammation en cas d'avenant ou à la déprogrammation et de veiller à la cohérence entre les fonds, au respect des lignes de partage entre les fonds définies par les programmes concernés, et à l'absence de double-financement européen.

Après instruction, les propositions de programmation des autorités de gestion sur toutes les demandes d'aides FEDER-FSE FEADER FEAMP ou les demandes de modification sont présentés pour avis au CRP. Trois avis peuvent être rendus par le Comité régional de programmation, sur la base des dossiers présentés par les Autorités de Gestion : Favorable, Ajourné ou Défavorable.

Par ailleurs, les autorités de gestion peuvent informer le Comité régional de programmation sur toutes les questions utiles à l'exercice de ses attributions (ex : publication des appels à candidature, suivi de la programmation, suivi des remontées de dépenses point sur les indicateurs, révision des programmes...).

Article 4 : Fonctionnement

Le Comité régional de programmation se réunit selon un calendrier annuel fixé par le Secrétariat de l'instance (art. 5) d'un commun accord par la coprésidence. En cas d'urgence ou de nécessité, la coprésidence peut soit décider de convoquer une réunion exceptionnelle, soit lancer une consultation écrite auprès de ses membres.

.4.1 Convocation, ordre du jour, modalité de consultation

Le Comité régional de programmation interfonds est convoqué par courriel du Secrétariat.

L'ordre du jour est établi d'un commun accord par les services de la Région et de l'Etat.

Pour les réunions en présentiel, le comité régional de programmation interfonds est convoqué par courriel du Secrétariat.

Les documents préparatoires concernant les questions inscrites à l'ordre du jour seront mis à disposition de tous les membres au minimum 10 jours ouvrables avant la date de réunion (sous forme dématérialisée) par publication sur l'« Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>.

Pour les consultations dématérialisées, l'Autorité de gestion avertit par courriel les membres du Comité de l'ouverture de la consultation et publie les documents préparatoires concernant les questions inscrites à l'ordre du jour sur l'« Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>.

La durée de la consultation est de 10 jours ouvrables.

Des fiches remarques sont mises à la disposition des membres du Comité pour formuler leurs observations ou avis sur l'ordre du jour présenté.

Les fiches remarques devront être adressées à autoritedegestion@info-regionpaca.fr.

Les questions relevant du Programme national FSE géré par l'Etat et par les organismes intermédiaires devront être adressées à l'adresse suivante : FSE.DR-PACA@direccte.gouv.fr

L'intégralité des remarques émises pendant ce délai sera portée à la connaissance des autres membres du Comité régional de programmation par publication sur l' « Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/> jusqu'au dernier jour de consultation à 15h.

Toute fiche remarque transmise au-delà de ce délai ne sera pas publiée.

4.2 Prise de décision

S'agissant des programmes régionaux dont le Conseil régional est Autorité de gestion, la décision finale d'attribution des subventions européennes aux projets retenus comme éligibles est prise par le Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

4.3 Après le comité régional de programmation

Le compte-rendu est soumis à validation et signature de la coprésidence puis publié sur l' « Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>

Le compte-rendu constitue le procès-verbal du comité régional de programmation.

Article 5 : Secrétariat

Le secrétariat du Comité régional de programmation est assuré par les services de la Région avec l'appui du préfet de région (secrétariat général des affaires régionales et service FSE de la DIRECCTE).

Le secrétariat prépare les réunions du Comité régional de programmation, organise la présentation devant le comité des questions inscrites à l'ordre du jour et établit les comptes-rendus du comité.

Article 6 : Dispositions en matière de conflits d'intérêts applicables aux partenaires participant aux travaux de suivi et d'évaluation, ainsi qu'aux appels à propositions.

Les membres du comité régional de programmation sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce Comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.

Tel ne serait pas le cas lorsque l'exercice impartial des fonctions d'un membre est compromis par des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou tout autre intérêt.

Le cas échéant, tout membre du comité se trouvant dans l'impossibilité de respecter ces obligations devra se signaler auprès de du secrétariat du comité régional de programmation en remplissant un formulaire d'abstention, mis à sa disposition lors des séances plénières ou sous forme dématérialisée pour les consultations écrites.

Article 7 : indemnisation

La participation au comité régional de programmation ne génère aucun droit à l'indemnisation de frais ni à la perception de jetons de présence.

Article 8 : Modalités de modification du présent règlement

Le règlement intérieur du comité régional de programmation interfonds 2014-2020 peut être modifié à l'initiative des coprésidents, ou sur demande des autorités de gestion ou de membres, et après accord des coprésidents.